

Ukraine

*Si tu veux la paix...
prépare la paix !*

P.2

Droits des locataires

*Une attaque sans précédent
pour les plus précaires*

P.3

Congrès du PCF

*Une ambition pour de nou-
veaux « jours heureux »*

P.7



Édito :

L'année qui se termine est traditionnellement l'occasion d'un regard dans le rétroviseur, avec en perspective l'année qui vient et dont on souhaite que celle-ci sera meilleure, bien meilleure.

Avec l'offensive russe en Ukraine lancée en février, le retour de la guerre sur le sol européen aura sans conteste été le fait marquant de 2022, guerre qui va rythmer les mois suivants. La résistance ukrainienne, prenant de court l'armée russe, aura été un enseignement majeur de la période, de même que le soutien appuyé des pays membres de l'Otan. Le contexte est redoutable et, face à la surenchère des discours bellicistes, les appels au cessez-le-feu et au désarmement ont du mal à percer. 2023 saura-t-elle donner des gages à la paix ?

Autre événement remarquable, la puissance du mouvement d'émancipation qui s'est emparé de l'Iran, porté par des femmes décidées coûte que coûte et malgré une répression sanglante à prendre en main leur destinée. Quelle que soit l'issue du soulèvement, il y aura un avant et un après.

Du côté de l'Amérique latine, la gauche a obtenu quelques avancées. Après la victoire en décembre dernier de Gabriel Boric, candidat d'une coalition de gauche au Chili, la Colombie a pour la première fois de son histoire donné une majorité de gauche au Sénat avant de porter Gustavo Petro à la présidence. Les relations avec le Venezuela voisin devraient à court terme s'en ressentir. Entre-temps, Lula a fait son retour, mettant fin à la période Bolsonaro et à

l'extrême droitisation de la société brésilienne.

En Europe par-contre, élections après élections, l'extrême droite prend ses quartiers : Espagne, Pologne, Hongrie, Suède, Italie... En France, ce ne sont pas moins de 89 députés du RN qui siègent maintenant à l'Assemblée nationale et qui viennent ternir les résultats d'une gauche rassemblée dans la Nupes. Les différentes composantes qui ont su s'accorder dans le cadre des législatives ont du travail devant elles, l'année qui vient ne sera pas de tout repos.

D'ici là, nous souhaitons à toutes et tous de bonnes fêtes et de reprendre les forces nécessaires à une année 2023 combative.

Pierre DAGUET

Chine



Au cours des dernières semaines, la Chine a connu une vague inédite de manifestations contre la politique gouvernementale de gestion du Covid. La multiplication des confinements de longue durée, les centres de quarantaine ou encore la nécessité permanente de tests PCR font partie de la stratégie Zéro Covid mise en place par la vice-première ministre Sun Chunlan. Alors, lorsque ces mesures sont également mises en cause dans le déroulement de plusieurs drames dans

le pays (accès aux soins, intervention des secours), la contestation gagne la rue.

Ces protestations ne représentent pas pour autant une expression si exceptionnelle que ça. Depuis des années maintenant, les principaux sites industriels ruraux ou giga-usines, comme Foxconn, connaissent des mouvements sociaux. L'aspect se retrouve dans le discours des manifestants qui ciblent l'autorité centrale et ont battu le pavé au cœur des grandes villes du pays, comme Pékin ou Shanghai.

Palestine

Agir pour gagner la Paix



Les peuples de plusieurs pays de notre planète subissent des guerres de pouvoir et d'exploitation de leurs richesses. Les gouvernements des pays riches augmentent considérablement leurs budgets de l'armement, ce qui fait un gain financier considérable pour les actionnaires.

Le peuple palestinien subit, lui, dans son propre pays depuis plus de 70 ans, la colonisation des gouvernements israéliens. Comme le dit l'historien israélien Shlomo Sand : « Je n'ai jamais considéré Israël comme un pays démocratique parce qu'il se pense comme une démocratie juive alors que 21 % de la population ne sont pas juifs ».

La Palestine est un pays avec une culture développée, un peuple qui a un savoir-faire. Ce peuple subit dans son propre pays l'occupation de ses terrains, la démolition de ses maisons, l'abattage de ses oliviers par des colons armés sous la protection de l'armée israélienne qui chaque jour blesse, tue des enfants, des femmes et des hommes palestiniens.

Il y a près de 7000 prisonniers politiques palestiniens (enfants, femmes, hommes) dans les prisons israéliennes, dont 700 en détention administrative, comme Salah Hamouri, l'avocat franco-palestinien.

Francesca Albanese qui est rapporteuse spéciale de l'ONU sur les territoires palestiniens occupés depuis 1967 a déclaré « Ces actes, qui équivalent à des persécutions, empêchent les palestiniens de jouir de leur droit inaliénable à l'autodétermination, en limitant leur capacité à s'affirmer en tant que peuple », « le cas de l'avocat franco-palestinien **Salah Hamouri, loin d'être unique**, apparaît emblématique d'un système inique et aberrant (...) La résidence d'un Palestinien de Jérusalem serait révoquée sur la base d'éléments à charge ou d'accusations secrètes. Le défi est le suivant : si les autorités israéliennes venaient à agir impunément avec un individu de nationalité européenne, il n'y aurait plus rien qui pourrait les empêcher de continuer à dépeupler Jérusalem de sa population arabe. Et c'est sur cela que le silence de la France est assourdissant ».

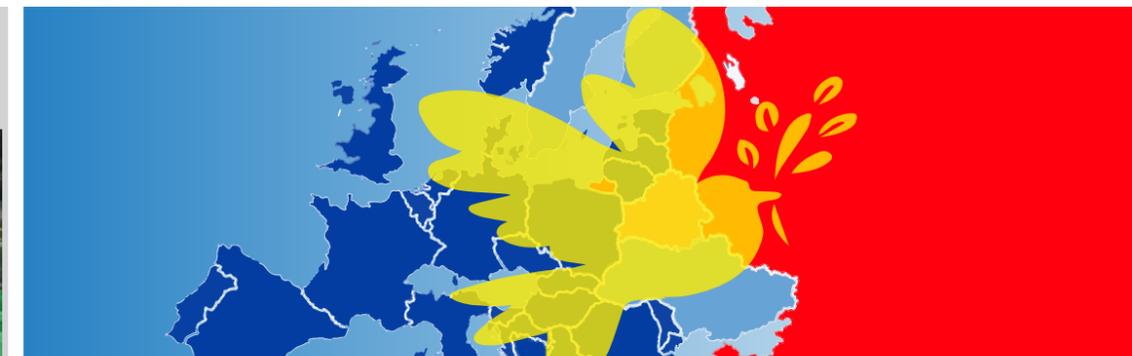
La réalité kurde

Depuis maintenant plus de 15 jours, l'État Turc représenté par le président Erdogan attaque le Rojava (zone kurde située en Syrie) par voie aérienne. Les infrastructures telles que les hôpitaux, les administrations ainsi que les établissements civils sur place, sont pris pour cible.

L'État turc justifie ses attaques en prenant pour cause l'attentat terroriste qui a eu lieu en plein cœur d'Istanbul le 13 novembre et qui a fait six morts et de nombreux blessés, en accusant le PKK. Pour rappel, le PKK ainsi que le FDS (les forces démocratiques syriennes) ont démenti leurs implications en indiquant n'avoir aucun lien avec les événements. En réalité, tout laisse à penser que cet événement ouvre les voies à Erdogan pour entamer une invasion de l'ensemble du Rojava, sous les yeux de la communauté internationale qui reste une nouvelle fois muette. Il y a quelques jours, lorsque Erdogan se trouvait au G20 entouré entre autres des alliés et Forces démocratiques Syrie (France/USA...) dans la lutte contre l'état islamique, son bras droit était en préparation des suites à donner à l'opération d'invasion des zones kurdes de Syrie.

L'objectif de la politique destructrice turque est d'obliger les kurdes du Rojava à l'exode en les massacrant, de mettre à mal les acquis des Forces démocratiques syriennes et de créer un changement démographique dans cette zone.

Tout ce qui est kurde doit pour Erdogan être réduit à néant. C'est principalement sur cette ligne politique qu'il souhaite redorer son image vis-à-vis de son électorat et des nationalistes turcs, au vu des élections de 2023 à venir.



Ukraine

Si tu veux la paix... prépare la paix !

La guerre fait rage : militaire, idéologique, propagandiste, psychologique. Comme à chaque conflit dans le monde, le cortège des souffrances est connu : victimes, destructions, exactions et crimes, c'est le visage de la guerre. Ce n'est pas fatal !

La responsabilité majeure est celle du pouvoir russe, c'est ce que l'histoire retiendra. C'est le président Poutine qui a engagé ce conflit armé avec la pire des solutions en portant atteinte à l'indépendance du pays en février 2022.

Un pouvoir marqué par l'autocratie, le nationalisme et le religieux. La volonté impériale de reconstituer une grande Russie qui prend sa source dans l'empire des Tsars et la Rus Kéviennne des slaves de l'est. L'instrumentalisation de symboles puisés dans la mémoire ex-soviétique résonne comme une coquille trompeuse car ce pouvoir est celui d'un capitalisme oligarchique, mais le pouvoir nationaliste ukrainien n'a rien arrangé depuis 2014.

Sous l'égide de la puissance dominante étatsunienne, l'Europe s'est « Otanisée » après 1945 dans la logique des blocs. Puis par vagues successives avec l'accélération en 1989. **En 2006 une proposition française d'une Ukraine neutre a été rejetée, pourtant facteur de paix.**

C'est maintenant une nouvelle phase avec le renforcement des arsenaux militaires allemands et polo-

naï et la volonté d'intégrer l'Ukraine dans l'Otan (projet inacceptable pour la Russie).

Un objectif, conquérir une influence par des territoires géographiques et économiques et ouvrir de nouveaux marchés profitables par-delà les influences historiques et culturelles. D'où conflits d'intérêts politiques d'impérialismes concurrents.

Les ventes d'armes sophistiquées à l'Ukraine (en dizaines de milliards) pour défendre l'indépendance du pays se transforment en guerre par procuration pays de l'Otan-Russie, les marchands d'armes et leurs actionnaires se frottent les mains. **La paix attendra.**

Au contraire de la menace nucléaire d'aujourd'hui, Lénine (et Jaurès dès 1914 qui s'y était engagé) avait eu le courage de concrétiser la paix en 1917-18.

Ce n'est pas seulement parce que Noël approche qu'il y a besoin d'un cessez-le-feu, la culture de la paix est un projet politique qui inclut la question sociale et la coopération internationale, la négociation nécessaire plutôt que l'aventure.

Notamment en œuvrant à une conférence pour la sécurité en Europe, l'ONU doit agir pour le désarmement (art.26) et être réformé (droit de veto).

Dépenser pour des œuvres de vie est le visage de la paix et des peuples.



En effet, **cette volonté de destruction de l'identité kurde** n'a jamais cessé d'exister en Turquie, il suffit de regarder en direction de la prison d'Imrali où est emprisonné Abdullah Öcalan, leader du PKK, depuis 1999 avec trois codétenues Ömer Hayri Konar, Veysi Aktaş et Hamili Yıldırım. L'isolement carcéral total en dépit des droits fondamentaux qui entourent ces détenus est maintenu malgré les centaines de demandes de rencontre soumises par les avocats de M. Öcalan.

Aujourd'hui, aucun progrès n'a eu lieu, à savoir, lors de sa dernière visite le CPT (Comité pour la Prévention de la Torture) a indiqué ne pas avoir vu physiquement M. Öcalan, qui aurait, suivant les dires des autorités pénitentiaires - donc de la Turquie, refusé la rencontre. La dernière conversation téléphonique qui a eu lieu, entre M. Öcalan et son frère, a été coupée en cours de conversation. Cela remonte à plus de vingt mois. Le peuple kurde est très inquiet concernant la situation et le silence qu'il y a autour d'Abdullah Öcalan. La volonté d'anéantir les kurdes et tellement forte chez Erdogan qu'il semble oublier que le peuple kurde ne baissera jamais les bras pour atteindre la liberté, quelle que soit le prix à payer.

Ce peuple s'est construit à travers sa soif de liberté, il en a montré la réalité au monde il y a à peine quelques années à Kobane, à Raqqa, où il a défendu l'Humanité et dernièrement face au mollah d'Iran en brandissant sa valeur première: Jin Jiyan Azadi (la femme, la vie, la liberté).

Affaire McKinsey

La rapporteuse de commission d'enquête sénatoriale Éliane Assassi nous répond

Le 16 mars dernier, le rapport de la commission d'enquête du Sénat sur l'influence croissante des cabinets de conseil privés sur les politiques publiques défrayait la chronique. Retour avec Éliane Assassi, présidente du groupe communiste, sur le scandale McKinsey.



NLA : Éliane, peux-tu nous résumer la genèse de « l'affaire McKinsey » ?

EA : Le propos doit être élargi, il ne s'agissait pas uniquement de McKinsey mais de l'influence des cabinets de conseil privés sur les politiques publiques. Bien que la presse en fasse écho depuis longtemps, les investigations restaient inaperçues. Jusqu'à cette réunion du comité de suivi sanitaire, pendant la crise Covid, où un consultant a pris la parole pour nous faire état de l'évolution de la situation sanitaire en France. À l'émotion des parlementaires, Olivier Véran a répondu par le mépris. Le groupe CRCE a donc décidé d'utiliser son droit de tirage pour demander une commission d'enquête qui donne de larges prérogatives, telle la levée du secret fiscal, la seule exception étant la levée du secret défense.

NLA : Aviez-vous mesuré l'ampleur du scandale qui a été révélé ?

EA : Nous nous sommes vite aperçus que nous étions en deçà de ce que nous imaginions. Nous sommes face à une influence exponentielle des cabinets privés sur les politiques publiques. L'exemple le plus emblématique est celui de McKinsey qui a reçu 500 000 € pour organiser un colloque sur l'évaluation du métier d'enseignant, colloque qui n'a jamais eu lieu. Tout comme la découverte de la non-imposition sur les bénéfices réalisés en France par McKinsey, ceux-ci étant reversés à la maison-mère basée au Delaware, paradis fiscal. Tout ça a investi l'espace public, a créé du débat public fort intéressant.

Ce que je voulais, c'est bien évidemment décrypter cette influence mais surtout remettre de la politique au bon sens du terme au cœur de tout cela. Notamment le fait que ces cabinets de conseil privés participent à la réduction du nombre de fonctionnaires dans notre pays depuis la RGPP de Sarkozy et des gouvernements qui se sont succédés. Et je crois qu'on a fait la démonstration de notre utilité, l'utilité d'avoir des parlementaires communistes.

NLA : Que révèle ce scandale sur les pratiques du pouvoir de cette nouvelle droite macroniste, comment peut-on ouvrir l'horizon sur une pratique du pouvoir plus démocratique ?

EA : Une chose très simple : le détournement de l'argent public est une opacité. Sans la commission d'enquête, on ne connaîtrait pas tout le système mis en place. Ce que nous avons voulu, c'est mettre un pied dans la porte pour le révéler au grand public et dire la façon dont les libéraux imaginent gouverner un pays. Le rapport que j'ai produit n'est qu'une étape. Nous avons présenté, en octobre dernier, une proposition de loi demandant notamment que l'exécutif mette en place un document de suivi des différentes prestations de conseils contractées par toutes les administrations de l'État. Nous attendions des preuves de la bonne volonté du gouvernement. Il s'avère que le périmètre des prestations a été considérablement réduit. À noter que la proposition de loi, adoptée par le Sénat, n'a toujours pas été mise à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale.

Droits des locataires

Une attaque sans précédent pour les plus précaires



La macronie aidée par la droite conservatrice (LR) et réactionnaire (RN) a réussi à faire adopter un projet de loi qui criminalise les locataires en difficulté et les squatteurs.

Les victimes de la crise et des politiques « ultra-libérales » voient leur droit au logement remis en cause, et deviennent « criminelles » si elles osent se maintenir dans les lieux en cas de demande d'expulsion. Ce projet de loi, durci en séance, s'applique par extension : aux occupants sans titre de « locaux économiques », les entreprises et les locataires du secteur privé qui se maintiennent dans les locaux après un jugement d'expulsion, ainsi que les accédants à la propriété en difficulté et bien évidemment les « dangereux » squatteurs.

Les articles qui rabotent le droit au logement des personnes en difficulté suppriment la qualification de vol, la remplacent par « l'occupation frauduleuse d'un local à usage d'habitation ou à usage économique », passible de **3 ans de prison et 45 000 € d'amende**, et étendent le délit aux bureaux, ateliers... Le délit est caractérisé pas « l'introduction ou le maintien ..sans être titulaire d'un contrat de bail ». Il rétablit, pour les locataires du secteur privé, le délit de maintien dans le logement, à l'expiration des délais qui suivent le jugement d'expulsion, ou qui peuvent être demandés après un jugement. Ce nouveau délit serait passible de **six mois de prison et 7500€ d'amende**.

Même faire la promotion de la « réquisition citoyenne » devient pénal avec une amende de **3750 euros à la clé**.

Le locataire devient également « jetable » avec le statut de « résident temporaire » qui est pérennisé (il était expérimental jusqu'en 2023). Il s'agit d'un

sous contrat précaire permettant à une société de gardiennage de locaux vacants (type VPS protection, présente dans le 44), rémunérée par le propriétaire, de sous-louer à des personnes en précarité. Le congé au résident peut être donné à tout moment, en plein hiver et avec un préavis d'un mois, sans obligation de relogement.

Le projet de loi confirme la limitation de l'appréciation du juge sur la bonne ou la mauvaise foi du locataire en impayé, permettant le maintien du locataire si celui-ci respecte à la lettre l'échéancier fixé par le juge. Contrairement aux affirmations des bailleurs, les locataires en impayés sont de bonne foi, la plupart du temps victimes d'un accident de la vie.

Les délais sont diminués, divisés par 2 ou par 3, laissant encore moins de temps au locataire pour rétablir sa situation. L'expulsion express sera à l'œuvre !

La prison pour dettes a été abolie en France en 1867, seraient-ils en train de la rétablir ?

Cette loi doit être combattue par un retrait pur et simple, car c'est un recul sans précédent des droits des ménages les plus précaires pour se loger. Pas simple quand la gauche parlementaire réunie n'est pas majoritaire. L'expression de la rue peut-elle faire reculer la macronie ?

Plus de 3 millions de logements vacants, des loyers trop élevés qui font les choux gras de la spéculation immobilière et une loi de réquisition qu'aucun élu n'ose utiliser par manque de courage politique, sont des constats devenus inacceptables. **Il faut réaffirmer le droit au logement pour toutes et tous, et arrêter cette politique d'exclusion et de non logement des populations les plus fragiles.**

Lycée professionnel

Pourquoi leur faire la peau ?



Depuis sa mise en place dans sa forme moderne, l'enseignement professionnel (dit sous statut scolaire et qui se déroule en lycée professionnel, il représente 651 000 élèves) s'appuie sur un équilibre et une double finalité : former des citoyens avec un esprit critique et des futurs professionnels acteurs du monde économique de demain. C'est la finalité de la réforme Macron.

Un projet symbole d'une conception de l'enseignement professionnel, porté par la ministre déléguée Grandjean, à cheval entre Éducation nationale et Ministère du travail, qui part d'un constat que les lycées pro ne permettraient pas une bonne insertion professionnelle et conduiraient les jeunes au chômage. Il s'appuie sur quatre axes : donner une indemnité aux lycéens professionnels (2 à 500 € par an...), augmenter de façon conséquente le nombre de semaines de stage en entreprise, donner aux établissements une forte autonomie sur la gestion des horaires et contenus, fermer les formations qui n'insèrent pas dans le territoire et donc assigner à résidence et à formation selon les besoins les jeunes.

Le projet fragilise le lycée professionnel et sonne comme un big bang pour les lycées pro. En augmentant le nombre de semaines de stage en entreprise, il remet en cause la formation professionnelle dispensée dans les lycées (en cours, en atelier, sur les plateaux techniques). Il conduit à un moindre besoin en personnels et donc à des suppressions de postes d'enseignants. Il rapproche, enfin, le lycée d'une organisation des centres de formation d'apprentis. Augmenter le temps de stage, c'est ignorer que trouver des stages est très compliqué et très discriminant (en lien avec le lieu de résidence, le genre, la couleur de peau...) notamment pour certains jeunes et leur famille sans réseau. Pour les élèves en situation de handicap, proportionnellement plus nombreux, trouver des stages est un vrai casse-tête.

Les deux journées de mobilisation des 18 octobre et 17 novembre ont constitué de véritables réussites, elles ont notamment poussé le gouvernement à accepter de discuter de l'état des lieux de la formation professionnelle et à repousser les 1ères mesures en 2023, voire 2024... Mais c'est bien le retrait pur et simple de ce projet mortifère que l'intersyndicale porte pour la rentrée de janvier.

Yoann VIGNER
FSU Pays de la Loire

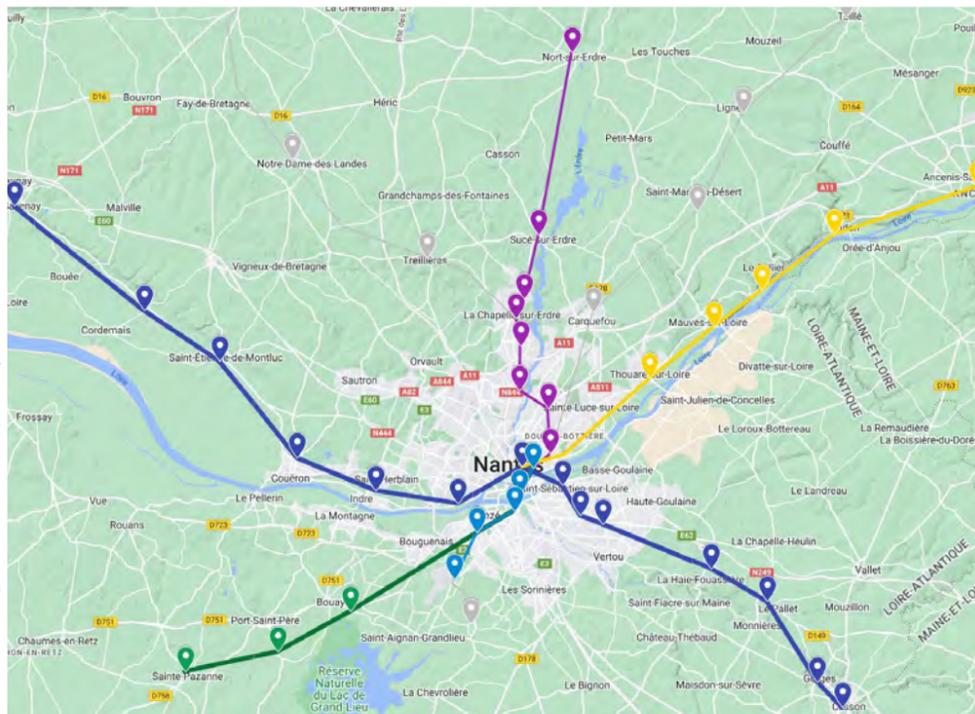
Les RER métropolitains

Une belle idée mais le casse tête reste à mettre en œuvre

En Pays de la Loire, nous avons des TER et des tram-trains qui ont pour destinations une ou deux gares de grands centres urbains, à l'exception de Nantes-Châteaubriant qui empruntent le même réseau ferroviaire que les autres trains. Dans une grande gare terminus, le stationnement des trains et les limites de circulation sur les voies posent problème surtout aux heures de pointe.

Le concept de RER vise à pallier les défauts du réseau en étoile conçu autour de Paris et des grandes villes françaises dès les origines. Les terminus des RER sont en « banlieue » pour éviter le retournement des trains et l'encombrement des grandes gares qu'ils peuvent desservir. Ces trains empruntent un réseau hybride consistant en l'intégration de lignes préexistantes à un réseau dédié traversant les centres-villes avec des fréquences importantes. Une véritable solution pour transporter les habitants éloignés des grands centres urbains, une alternative à la voiture.

La proposition du président Macron faite sur Youtube de créer des RER dans dix métropoles françaises a donc suscité de nombreuses réactions enthousiastes même si beaucoup doutent de son sérieux notamment à Nantes, qui fait partie des dix métropoles. Première problématique soulevée par les élus et les associations d'usagers des transports celle du financement. De lourds investissements sont à prévoir, électrification et adaptation d'une partie du réseau, achat du matériel roulant, voire de nouvelles stations ou même de nouvelles voies sur les axes les plus saturés.



Les coûts de fonctionnement eux aussi sont un casse-tête, ni Nantes Métropole ni la Région ne semblent en mesure de mettre en place un tel service sans nouvelles sources financières. De plus, laquelle des deux autorités organisatrices de transports est compétente en la matière ? Située entre réseau urbain et train régional la question se pose.

Évidemment, on peut d'ores et déjà proposer des hypothèses de travail autour de l'existant comme notre carte l'illustre. Mais de lourds travaux comme le doublement d'une partie de la ligne Sud-est seraient à prévoir.

Du côté d'Ancenis également, même après la modernisation de la ligne, absorber le trafic national et régional sera un défi avec l'augmentation du trafic dans les années à venir. Une ligne dédiée devrait probablement voir le jour si la volonté est de créer un véritable RER métropolitain.

Dans un communiqué, les élus communistes métropolitains demandent au Président d'« aller plus loin[...]», de préciser les montants budgétaires » et soulignent les enjeux pour la population et l'environnement.

Ainsi, si les élus locaux, les associations et les habitants semblent tous prêts à résoudre le casse-tête d'un RER à Nantes, le point noir du financement, lui, est resté réponse pour le moment.

Carquefou

La culture, c'est chacun pour soi dans son coin ?



Le théâtre de la Fleuriaye va fermer ses portes dans quelques mois pour une rénovation dont nous ne contestons pas l'utilité du point de vue de la sobriété énergétique et d'un meilleur accès aux personnes à mobilité réduite.

Les élus « Carquefou à gauche » déplorent néanmoins qu'aucune réflexion ne soit engagée sur la politique culturelle de notre commune, ni sur la programmation envisagée pendant les 18 mois de fermeture. La majorité se contente d'évoquer l'utilisation de la salle de l'école de musique. Nous pressentons une frilosité à travailler en lien avec les autres structures culturelles des communes à proximité. Sommes-nous dans une logique de concurrence ou de coopération ?

Nous avons le même sentiment sur le projet de cinéma. La majorité a-t-elle réellement cherché à trouver une solution permettant une implantation dans notre secteur ou à rechercher le bras de fer avec la commune voisine de La Chapelle-sur-Erdre ?

Lors des réunions publiques, la suppression des Ridep (rencontres internationales du dessin de presse), vecteurs en termes de notoriété, a été évoquée... La réponse de Madame la Maire ? C'était trop cher ! Mais pourquoi ne pas avoir recherché des partenariats autour de nous pour pérenniser ce moment fort d'un point de vue artistique mais aussi citoyen ?

Ces trois questions nous semblent exemplaires d'une absence d'ambitions dans le domaine culturel et de coopérations intercommunales. Ce que le groupe « Carquefou à gauche » déplore.

Françoise Beaupérin et Rémi Tessier

Transition énergétique dans l'Ouest

Parcs éoliens offshore et projet Écocombust en complémentarité !



Il n'aura pas échappé aux promeneurs de la côte nazairienne que la ligne d'horizon a bien changé ! **En effet, 80 mâts d'éoliennes ont été implantés en mer, et le premier parc français offshore, d'une puissance installée de 480 MW, va pouvoir fournir ses premiers électrons !**

Mais, comme le chantait Renaud : « dès que le vent soufflera ! ». Car trop souvent, le commun des mortels mélange puissance installée et énergie produite, c'est aussi vrai pour l'énergie photovoltaïque !

En tout cas, pour acheminer ces électrons marins, deux lignes de 60 km, dont 33 km en partie sous-marine, ainsi qu'un poste de raccordement sur la commune de Prinquiau ont été nécessaires pour que cette énergie renouvelable puisse être injectée dans le réseau Très Haute Tension de RTE.

Dans le même temps, **le projet Écocombust va voir le jour**, avec le Groupe de recyclage Paprec, pour la réalisation de l'usine à pellets sur le site de la centrale de Cordemais ! Un long et dur combat mené par la CGT grâce à la ténacité des salariés de la centrale qui en sont à l'origine et à la direction EDF du site.

Ce projet Écocombust consiste à transformer des bois d'ameublement en pellets, plutôt que de les enfouir ! C'est de la valorisation de déchets utile. Puisque **le combustible charbon va être remplacé à 80 % par des black pellets, ce process va considérablement diminuer les émissions de CO2.** Écocombust est donc bien un outil de la transition énergétique.

Cordemais jouera un rôle très important pour la péninsule bretonne, la région et la tenue du réseau Très Haute Tension, en attendant l'entrée en service de l'EPR de Flamanville sur le réseau.

C'est une centrale « pilotable » qui compense l'absence d'énergies intermittentes que sont les énergies éoliennes ou photovoltaïques et ce, en attendant le redémarrage de tous les réacteurs nucléaires en maintenance. Au final c'est bien le mix énergétique public, comme le propose **la pétition proposée par le PCF, qui permettra de viser la décarbonation des énergies à l'horizon 2050.**

Pour signer la pétition : https://www.pcf.fr/petition_pour_garantir_l_energie_a_tous

Situation sociale, luttes et mépris du gouvernement

Entretien avec Fabrice David, secrétaire de l'union départementale de la CGT

Comment qualifier la situation sociale que traverse notre pays et quelles sont aujourd'hui les principales revendications portées par les salariés ?

Avec une inflation galopante, des salaires et pensions qui ne suivent pas et des records de profits dans les grandes entreprises, les salariés ouvrent les yeux sur la question de la répartition des richesses et ne se laissent plus bernier par les politiques de charité impulsées par le gouvernement (chèques et primes). La colère est profonde et de très nombreuses luttes se sont engagées ces derniers mois, souvent victorieuses, même si ce n'est pas encore à la hauteur des revendications. Nous peinons toutefois à élargir la mobilisation à l'échelle interprofessionnelle. Au-delà des salaires et pensions, les sujets de préoccupation sont liés à la réforme de l'assurance chômage, à celle à venir sur les retraites et au recul de l'ensemble de nos services publics, à commencer par la santé.

Les luttes dans les entreprises trouvent de l'écho. Face à la surdité de nombreux patrons et du gouvernement, comment la CGT entend faire grandir le rapport de force du mouvement social ?

Salaires et retraites sont des sujets intimement liés par le fait que ce sont les cotisations sociales, et donc le salaire,

qui financent nos retraites. Nous allons nous appuyer sur les luttes engagées pour les lier avec la mobilisation qui s'annonce d'ores et déjà forte contre la réforme des retraites que le gouvernement souhaite mettre en œuvre dès début 2023. La totalité des organisations syndicales est vent debout contre le recul de l'âge de départ ou l'allongement de la durée de cotisation. Si nous arrivons à convaincre les salariés de passer de la colère à l'action, nous serons en capacité de mettre le gouvernement en échec et de contraindre le patronat à négocier sur une multitude de sujets, à commencer par les salaires et les conditions de travail.

Le congrès confédéral de la CGT aura lieu à la fin du mois de mars 2023, quels sont ses enjeux ?

Le principal enjeu est de renforcer notre organisation pour qu'elle soit en mesure de construire le rapport de force nécessaire à la satisfaction de nos revendications. Il nous faut repenser notre structuration, nos outils et moyens militants, avec un seul objectif : gagner ! Cela passera par un développement de la formation syndicale, des plans de syndicalisation, par une meilleure coordination entre nos structures CGT, par une réflexion approfondie sur nos stratégies de lutte à long terme...



Les cheminots mobilisés pour leur salaire



Alors que se sont ouvertes les négociations annuelles obligatoires ce mercredi 07 décembre, les cheminots se mobilisent pour obtenir une augmentation salariale en adéquation avec l'inflation, ainsi que de meilleures conditions de travail. Les NAO permettent de négocier sur les rémunérations mais également sur la gestion plus globale des emplois et des parcours professionnels. Pour le moment la proposition de la direction de la SNCF table sur une augmentation de 5,9 %, dont seulement 2 % pour la hausse concrète des salaires. En parallèle, l'inflation est estimée à 6,2 % pour novembre 2022...

La CGT cheminots, récemment arrivée en tête des élections professionnelles de novembre avec 32,44 % des votes, poursuit son offensive et envisage d'autres mobilisations pour obtenir une revalorisation légitime des salaires dans un contexte où vient s'ajouter la réforme des retraites, présentée le 15 décembre.

Outre-mer

Le tout sécuritaire pour seule réponse !



Les raisons de la colère dans les territoires d'Outre-mer sont nombreuses et les mouvements de protestation, multiples, s'enchaînent. Ces territoires éloignés connaissent des réalités variables parfois fort éloignées, géographiques, historiques, naturelles... mais subissent cependant de nombreuses difficultés communes.

Que les populations se révoltent en Martinique ou en Guadeloupe à cause du scandaleux dossier du chlordécone ou dans le Pacifique à cause de l'absence de prise en compte par les gouvernements successifs des retombées sanitaires liées aux essais nucléaires militaires, c'est le mépris affiché de la métropole qui est pointé du doigt par les populations locales. De même, lorsque se manifestent en Guyane les oppositions à la déforestation ou à la construction de la Centrale électrique de l'Ouest guyanais.

Or, ces mouvements sporadiques ne doivent pas cacher l'état de misère permanent dans lequel la métropole abandonne ses citoyens d'Outre-mer, les taux de chômage ahurissants, un enchérissement des prix sans commune mesure avec ce que nous vivons en Europe, des services publics déficients, des sous-équipements chroniques... 53 % des guyanais en-dessous du seuil de pauvreté, jusqu'à 80 % des habitants de Mayotte !

Les flambées de violences qui ont eu lieu à Mayotte en novembre, affrontements de bandes rivales, incendies de cultures, de cases, de véhicules, barrages routiers, rackets, ont une nouvelle fois démontré l'urgence de la situation. **Pour seule réponse, le ministre de l'Intérieur a envoyé des policiers du Raid, afin de rétablir un semblant d'ordre. Là encore, le mépris.**

C'est le même Gérard Darmanin qui, pour « lutter contre l'attractivité sociale et administrative du territoire », cherche à **réviser le droit du sol sur l'île, tendant de fait à établir une nouvelle distinction entre les territoires.**

Les élus ultramarins n'ont de cesse d'en appeler à la Nation, d'alerter sur les équations impossibles à résoudre en terme de logement, de santé, d'éducation, de police... Les réponses ne sont pas à la hauteur. Sur les territoires, des désirs d'émancipation de la tutelle métropolitaine grandissent.

Pour **André Chassaigne**, le président du groupe GDR, qui compte le plus de députés ultramarins, « **les Outre-mer doivent être une question nationale, nous allons partager ces combats avec vous.** »



Exposition

Ces trains vous coupent le sifflet

Si la peinture est née à la préhistoire, le train a dû attendre l'invention de la machine à vapeur. Au début, c'est donc de loin si ce n'est de haut que la première regarde le second... Ainsi du tableau à l'entrée de l'exposition « Le voyage en train », du Musée d'Arts de Nantes. Un paysage bucolique de l'américain Georges Inness laisse deviner un tortillard, tapis au loin... En cinq stations et trois niveaux, nous verrons comment ce symbole de la modernité – avec l'électricité – va être saisi par d'autres révolutions - des formes -, en peinture, cinéma et photographie.

Par exemple ? « Wagons de chemin de fer à Arles » : Vincent Van Gogh ; les ocres qui les maculent dialoguent avec la terre qui occupe la moitié du décors. « Paysage de polder » de cet autre néerlandais, Piet Mondrian : le panache de fumée, comme en fondu avec le ciel, trace une ligne au-dessus des voitures qui dessinent celle de l'horizon. « La physique amusante », de Pierre Roy - venue d'une collection privée

d'Outre-Atlantique : subtiles tonalités et onirisme sont la patte du Nantais.

Et puis l'hilarant « Train de plaisir » de Lucien Schmidt : depuis la portière d'une voiture, cinq vaches à l'oeil agacé regardent le spectateur passer. Et puis Monet et son pont de chemin de fer londonien. Et puis Daumier et ses caricatures. Et puis les jumelles énigmatiques du belge Paul Delvaux. Et puis la photographe Sophie Riestelhueber et le Train jaune. **Et puis, et puis., à chacun son itinéraire, après tout.**

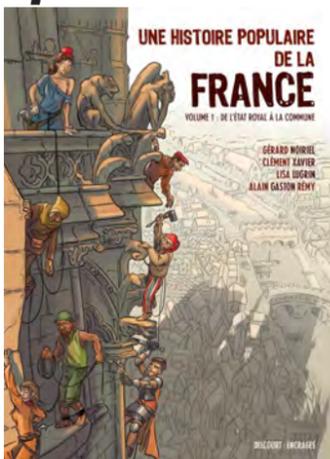
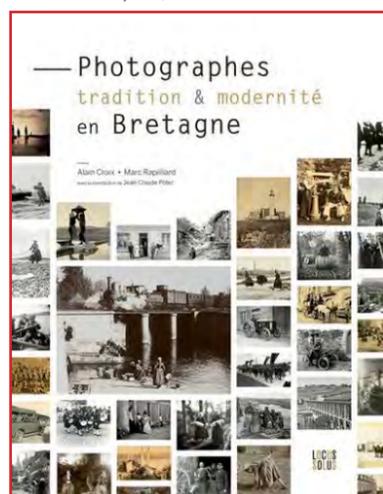
À la fin du parcours, des banquettes et des fenêtres animées accueillent petits (et grands). Sans oublier, au sous-sol, la maquette ferroviaire géante qui anime le paysage imaginaire de l'artiste contemporain Corentin Leber, grâce à l'association Mini Rail Nantais. Terminus.

Jusqu'au 5 février, gratuit pour tous le jeudi (19-21 heures) et le 1er dimanche du mois.

Infos : <http://www.museedartsdenantes.fr>

Quelques livres pour les fêtes

Le beau livre d'Alain Croix, Marc Rapilliard et Jean-Claude Potet, reprend des photographies de Bretagne, prises entre 1840 et 1940. Chapitre après chapitre sont ressuscités des mondes disparus : agriculteurs du début du siècle, ouvriers de la construction navale, marins-pêcheurs, petits métiers des villes... Les auteurs ont exploré plus de 120 sites d'archives, publiques comme privées, dépouillé 86 fonds et collections et étudié environ 150 000 photos pour une très belle sélection : *Photographes, tradition et modernité en Bretagne* (éd. Locus Solus) 49,00 €.

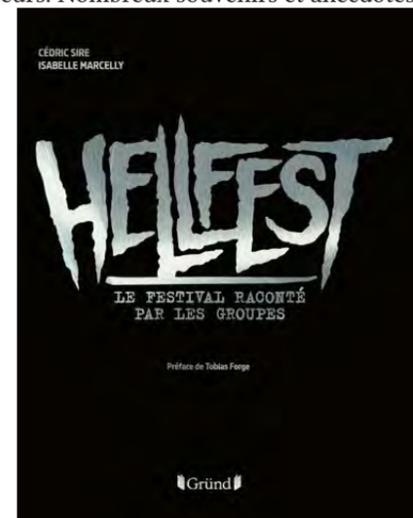


Les illustrateurs et scénaristes Lisa Lugrin, Clément Xavier et Alain Gaston Remy ont adapté en deux tomes de bande dessinée *l'Histoire populaire de la France* de Gérard Noiriel.

Cette adaptation permet à chacun de revivre une histoire des petites gens, des dominés, et de leurs collègues (éd. Delcourt) 21,90 € le volume.

prix qui fait réfléchir : 69,90 €

• De facture classique et richement illustré, mais avec la particularité d'avoir été écrit par une centaine d'artistes parmi les plus grands du genre ayant participé au festival, *Hellfest : le festival raconté par les groupes* (éd. Gründ) ravira les amateurs. Nombreux souvenirs et anecdotes (39,95 €).



Les quinze ans du Hellfest, le festival de musique metal qui remue la petite ville de Clisson à la mi-juin, ont occasionné la parution de deux beaux livres :

• Pour les mordus absolus, *Hellfest : la bible*, écrit par Philippe Lageat, Baptiste Brelet et Vanessa Girth et préfacé par le guitariste du groupe Slayer, Kerry King, donne à voir un tour complet des quinze années du festival : plus de 1500 photos (pour la plupart inédites), des dizaines d'interviews et des centaines d'archives : affiches, pass, flyers, dessins préparatoires, etc. (éd. Point Barre), mais avec un

Enfin, nous rappelons que le livre du centenaire, *100 ans de communistes en Loire-Inférieure et Atlantique* est toujours disponible à la Fédération, à 20,00 €



Sophie Adenot

Une seconde femme française astronaute

Plus de vingt ans après, une française est à nouveau sélectionnée pour rejoindre l'équipe d'astronautes de l'Agence spatiale européenne. Sophie Adenot devient ainsi la seconde femme française astronaute, après Claudie Haigneré durant la fin des années quatre-vingt-dix.

À tout juste quarante ans, elle fait partie des cinq candidats retenus, parmi des milliers, pour assurer une mission en orbite courant 2026. Diplômée au titre d'ingénieure de l'École nationale supérieure de l'aéronautique et de l'espace en 2003, Sophie Adenot détient également un master de sciences obtenu au M.I.T. l'année suivante. Rapidement elle passe de l'ingénierie - conception de cockpits d'hélicoptères - au pilotage après avoir intégré l'Armée de l'air en 2005.

Dans une profession où la parité peine à s'installer, la française, désormais pilote chevronnée, devient la première femme pilote d'essai expérimental sur hélicoptères en 2018. Ainsi, en intégrant le futur programme spatial de l'ESA, avec une autre femme et trois hommes, Sophie contribue à améliorer la représentativité dans un milieu où moins d'un astronaute sur dix est une femme.

Récemment voté le programme de l'ESA dispose d'un budget de 16,9 milliards d'euros. Ses principaux axes d'utilisation sont l'exploration spatiale ainsi que l'observation de la Terre, pour surveiller et mesurer les changements climatiques entre autres. Le développement technologique fait aussi partie de ce budget avec les évolutions des fusées Ariane-6 et Vega-C. Cette agence spatiale intergouvernementale réunit vingt-deux pays européens pour porter des projets spatiaux en commun et représente la troisième plus importante organisation spatiale après la NASA et l'agence nationale chinoise.

« Une ambition communiste pour de nouveaux « jours heureux »

La base commune de discussion du 39ème congrès adoptée par le Conseil National du PCF



Une étape importante de la préparation du congrès du Parti communiste français s'est déroulée le samedi 3 décembre dernier. **Le conseil national du PCF a largement adopté la base commune de discussion**, c'est-à-dire le texte d'orientations politiques du congrès proposé par la commission nationale du texte. Ce texte rédigé à partir des analyses des communistes sur la situation politique nationale et internationale a l'objectif de dire quels contenus, quel projet de société le PCF veut mettre en débat dans la société et quelle stratégie choisir pour faire grandir ces mêmes idées. **Plusieurs centaines de contributions des adhérents ont alimenté la rédaction de ce texte qui sera soumis au vote des communistes les 27, 28 et 29 janvier 2023.**

Pour Fabien Roussel, Secrétaire national du PCF et candidat à un nouveau mandat de 1er dirigeant : « **Le PCF doit faire des choix clairs... la reconstruction de son influence, c'est redonner du poids à toute la gauche** ». Face à la macronie qui libéralise toujours plus l'économie, favorise les puissants au détriment des droits sociaux des travailleurs et des couches populaires, casse des pans entiers de services publics et met à mal les politiques de solidarité, le PCF veut être acteur majeur d'une alternative politique de gauche, majoritaire. **L'actualité montre l'immense travail de réflexion et de propositions qui va animer les débats et l'activité militante des communistes pour les prochains mois.**

Capitalisme, vie chère, salaire bas, travail, crises énergétique et climatique, instabilité et conflits mondiaux, insécurité sociale, réforme des retraites... sans oublier la crise sanitaire et l'état du système de santé français. Et puis, le nouveau paysage politique s'est altéré par le poids politique grandissant des idées réactionnaires et xénophobes de l'extrême droite française et européenne. **Le combat contre le fascisme sera aussi à l'ordre du jour des discussions des communistes.** Ils auront à plancher pour trouver les meilleurs moyens d'affaiblir son rayonnement et de détourner les classes populaires de la « bête immonde ».

Les communistes vont également tirer le bilan des orientations choisies lors de leur dernier congrès en 2018. Des orientations qui avaient conduit le PCF à se faire entendre notamment au moment des élections européennes de 2019 et aux élections présidentielles de 2022. **Par leurs propositions originales, ancrées dans la vie quotidienne des populations et dans les luttes du monde du travail, les communistes, à travers la candidature de Fabien Roussel, ont prouvé qu'ils comptaient dans la vie politique.** En choisissant une stratégie d'indépendance à gauche tout en exprimant le besoin de son rassemblement sur des contenus, ils avaient fait le choix de ne pas s'aligner derrière la France Insoumise de Jean-Luc Mélenchon, de permettre la confrontation d'idées plutôt que l'effacement et d'ambitionner de redevenir le « parti du travail ».



C'est maintenant aux communistes de dire ce qu'ils souhaitent pour l'avenir de leur parti, de continuer à enrichir le texte d'orientations, de réfléchir à leur forme d'organisation et à leur fonctionnement, aux moyens à mettre en œuvre pour réaliser de nombreuses adhésions et renforcer leurs structures locales et nationales par une activité militante plus proche des lieux de vie et de travail. Le texte de base commune les y invite. Toutes les informations du congrès sur <https://congres2023.pcf.fr/>

En Loire-Atlantique

Les communistes impliqués dans le congrès !



Le congrès est aussi le temps des échanges, du débat et des contributions collectives ou individuelles. La Loire-Atlantique a d'ores et déjà fourni plus d'une douzaine de textes formalisant des avis et des propositions sur de nombreuses thématiques.

À l'image des autres territoires, un certain nombre d'entre elles portent sur les enjeux stratégiques de la période actuelle ou écoulée. Qu'il s'agisse de la candidature de notre Secrétaire national à l'élection présidentielle, des déclinaisons locales d'accords électoraux ou encore du rapport à la France Insoumise,

PS, EELV... Chaque camarade ou collectif militant exprimant tour à tour son analyse des derniers scrutins, des résultats obtenus ou des formes d'organisation dans les territoires qui peuvent en découler.

Bien que les analyses varient, une préoccupation reste largement partagée et peut être résumée par le souci « d'affirmer que le PCF est un parti fédérateur, un parti de rassemblement » comme le souligne la contribution de l'exécutif de la Section de St-Nazaire.

D'autres sujets plus thématiques sont abordés par des camarades de notre département à l'image des contributions traitant des chantiers navals, des enjeux internationaux ou encore du rôle des élus communistes. Des préoccupations communes traversent les différents textes pour rendre notre Parti toujours plus utile et efficace, l'exécutif de la Section de Nantes préconisant ainsi de « consolider le rôle structurant de notre parti à gauche, d'engager une large bataille de renforcement et de mieux structurer demain nos campagnes ».

Agenda



8 janvier 2023

Date limite de dépôt des textes alternatifs

27, 28 & 29 janvier

Vote des communistes pour le choix de la base commune

4 & 5 février

Adoption du projet de modification des statuts par le Conseil National

4, 5 et 11, 12 mars

Congrès de section

18, 19 et 25, 26 mars

Congrès des fédérations

7, 8, 9 et 10 avril

Congrès national à Marseille

Les statuts

Faire évoluer les règles internes

Le conseil national du PCF s'est aussi fixé comme objectif la révision des statuts du parti, c'est-à-dire ses règles de fonctionnement interne. Les dernières modifications de statuts avaient eu lieu en 2011. Cette révision nécessaire se veut ambitieuse qualitativement. Elle prendra en compte des éléments nouveaux liés à l'évolution de la vie politique.

Il ne s'agit pas de réécrire toutes les règles mais d'apprécier les écarts qu'il peut y avoir parfois entre les statuts actuels et le fonctionnement réel du PCF. Pour autant, **aucun sujet n'est exclu et le but de ces modifications est bien de faire mieux respecter les droits des adhérents et la légitimité des instances élues.** Quelques pistes de travail ont déjà été identifiées par la commission des statuts suite à de nombreuses auditions. Elles touchent à la place du militantisme dans les entreprises et en direction du monde du travail, à la promotion des militantes à tous les niveaux d'organisation, à place de la formation et de la promotion des cadres, au pluralisme et à l'expression de la diversité, aux outils pour favoriser toujours plus le débat politique...

Pour son 39ème congrès, le PCF entend trouver l'équilibre entre la place indispensable de l'adhérent et le collectif militant.





**MOUVEMENT
JEUNES
COMMUNISTES
DE FRANCE**

**Le capitalisme comme mode
de production dominant**



Le mouvement ouvrier va bientôt engager un rapport de force avec le gouvernement. Les syndicats ont, il y a peu signé, un texte commun dénonçant la nouvelle offensive du gouvernement libéral Borne présidé par le président libéral Emmanuel Macron. Les gouvernements libéraux, donc pro-bourgeoisie et capitalistes vont nous servir la même rhétorique qu'à chaque mouvement social : « Les syndicats bloquent les réformes et sont opposés à tout changement ». Nous pouvons donc nous demander pourquoi les gouvernements de droite comme de « gauche » ont depuis la libération tenté de faire passer des organes révolutionnaires et progressistes comme la CGT pour des organes réactionnaires ? À mon avis, cela tient en deux points.

Premièrement, c'est un point central dans la légitimation du capitalisme comme mode de production dominant. Le capitalisme s'est développé dans des évolutions du modèle féodal du XVème siècle et s'est imposé au fur et à mesure des siècles pour arriver à la fin du XVIIIème où les promoteurs du capitalisme (en France les Révolutionnaires de la Convention qu'il soient de droite ou de gauche sont tous pour une avancée vers le capitalisme, leurs dissensions sont sur l'entrave que l'on met à celle-ci) se posent comme gardiens du progrès social et politique. Le capitalisme libéral se revendique donc du progrès contre la réaction.



Secondairement, cela revient en partie au mouvement ouvrier qui est dans l'incapacité de se structurer à la positive et non à la négative dans ses revendications les plus audibles. Nous appelons à faire une consultation contre, manifester, faire la grève contre le gouvernement et non pas pour la promotion d'une idée ou d'un contre-modèle. L'engagement à la négative est un engagement qui est passif, réactionnaire dans son sens premier. Nous laissons l'initiative aux capitalistes et autres fossoyeurs du monde, de la jeunesse et du futur et cela n'est à mon sens pas la meilleure démarche à suivre pour la victoire du mouvement ouvrier. En plus de laisser l'initiative aux capitalistes, cette structuration à la négative permet aussi aux défenseurs d'un ordre ancien de venir et de se revendiquer d'une paternité du combat, L'extrême droite aime à se rêver social et anti-capitaliste pour ses éléments les plus réactionnaires et radicaux. Leur anti-capitalisme ne se réserve qu'aux capitalistes qu'ils jugent « décadents ». Les organisations anti-capitalistes de gauche révolutionnaire quant à elles ne peuvent pas argumenter en faveur d'un autre système dans leur logique. Ils sont simplement dans la contradiction du système de production actuel. **La structuration à la positif quant à elle permet aux organisations de gauche révolutionnaire la désignation de l'ennemi, de l'adversaire de classe, et de montrer par la science comment lutter.** Il nous faut encore plus qu'une structuration à la positive, une organisation révolutionnaire active pour la jeunesse française capable d'imposer un rapport de force avec les capitalistes de France et de permettre au prolétariat français de prendre le pouvoir.

Lucas PAPAN

Hommage

Yannick Dauce



Notre camarade et ami Yannick Dauce nous a quitté le 22 novembre dernier après un ultime combat contre le cancer. Il avait 67 ans. Ses parents étaient communistes. Son père, Claude Dauce fut un grand militant. Très actif contre les allemands pendant la Poche de Saint-Nazaire, il fut dénoncé, arrêté et mis dans un train à destination de Buchenwald. Les agents résistants de la SNCF avaient détourné le train vers une région occupée par les américains, ce qui lui avait sauvé la vie comme à beaucoup d'autres. Sa maman, Lucie Dauce, fut aussi une adhérente communiste mais non militante. Tous les deux furent fidèles à leur engagement jusqu'à leur mort.

Yannick suivit l'exemple de ses parents et prit sa carte d'adhérent au PCF très jeune, à 17 ou 18 ans, et il fut tout de suite un militant actif.

Il militait dans la cellule de La Baule, au sein de la section Presqu'Île Guérandaise. Il participait à toutes les initiatives de la cellule et de la section et collait toujours les affiches avec André Goujon, souvent aidé par Gérard Denoyelle, lors des campagnes électorales. Ainsi, sa carrière de grand sportif, ancien coureur de 100 m, lui a parfois servi pour se sauver lors de collages musclés contre les colleurs de la Droite.

Yannick adhéra à la CGT quand il était électricien dans l'entreprise Mahé.

Dans son entreprise où il resta jusqu'à sa retraite, il avait la particularité de ne pas avoir le vertige et était toujours désigné pour changer les ampoules des lampadaires de l'hippodrome de Pornichet ou des stades à l'aide d'une nacelle.

Yannick était le trésorier de notre section et a toujours tenu la trésorerie avec rigueur et sérieux.

Lors de la Fête des Nouvelles de Loire-Atlantique, il était toujours présent pour le montage des stands, puis lors de la fête, il s'occupait de faire les frites avec Fabrice Thomas dans le stand de la Section, tandis que Sylvie sa compagne y faisait les gaufres.

Yannick et Sylvie allaient chaque année à Lanester tenir le stand de l'association France-Cuba dont ils étaient adhérents. **Au revoir Yannick, tu vas nous manquer, nous ne t'oublierons pas.**

Souscription départementale

La fédération de Loire-Atlantique du PCF remercie l'ensemble des camarades qui ont participé à la **grande souscription départementale**. Elle a permis de réunir plus de 6000 euros. C'est un chiffre conséquent va nous permettre d'organiser nos actions et le congrès du parti.

Il est encore possible de participer à la souscription, pour cela il suffit de remplir le bon ci-dessous et de le retourner à l'ADF44. *Les dons à l'ADF44 donnent droit à 66 % d'abattement pour l'impôt sur le revenu.*

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

Ville :

Code postal :

Téléphone :

E-MAIL :@.....



« Nouvelles de Loire-Atlantique »

Directeur de la Publication : Pierre DAGUET
 Commission paritaire : N°0325 P 11519
 Imprimerie : IMPRAM Lannion
 Composition : Clément CHEBANIER
 Responsable de la rédaction : Pierre DAGUET



NLA 41 rue des Olivettes - 44 000 Nantes Tél : 02 40 35 03 00

E-mail : redac.nla@orange.fr

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :

Pedro MAIA Pascal DIVAY
 Véronique MAHE Benoit LUSSEAU
 Philippe GALIS Michel GUILLOUX
 Robin SALECROIX Gulazor UZUNPINAR

Imprimé sur du papier fabriqué dans l'Union Européenne (France, Allemagne, Belgique...) référencé EU Ecolabel

Papier certifié FSC et PEFC composé de fibres 100% recyclées

Eutrophisation : Ptot 0,009 kg/tonne

Soutenir et s'abonner aux Nouvelles de Loire-Atlantique

Parce qu'un journal, c'est un lien entre ceux qui l'écrivent et ceux qui le lisent, parce que les *Nouvelles de Loire-Atlantique* ont un positionnement original et unique parmi la presse départementale, parce que ce lien, cet apport doit perdurer pour faire vivre la parole singulière qui est celle de votre journal, pour donner la parole aux acteurs des mouvements sociaux, associatifs, progressistes, pour un regard critique sur l'actualité, soutenez et abonnez-vous aux *Nouvelles de Loire-Atlantique*.

NOM :PRENOM :

ADRESSE :

TEL : EMAIL :

- Je m'abonne pour un an et verse un chèque de 20 euros
- Je soutiens les Nouvelles de Loire-Atlantique à hauteur de€

A renvoyer à NLA- Bulletin d'abonnement, 41 rue des Olivettes, 44000 NANTES

Chèque à l'ordre de ADF44

Ou par virement IBAN : FR13 2004 1010 1107 2967 7L03 276 (BIC : PSSTFRPPNTE)